

Formation supérieure et diffusion de la recherche pour la gestion des forêts de Guyane française et d'Amazonie brésilienne

Projet du Fond de Coopération Régionale

Rapport de mission Blanc Lilian, Gond Valéry (CIRAD-Forêt) et Florent Ingrassia (ONF)
Accueil au Brésil par Sist Plinio (CIRAD-Forêt)



Déroulement de la mission :

Lundi 10 novembre : voyage Cayenne-Belém.

Mardi 11 novembre : visite de la société Jurua (exploitation eco-certifiée FSC) à Tailandia.

Mercredi 12 novembre :

Matin : visite de la société El Dorado (groupe Lapeyre) à Belém.

Après-midi : exposé des activités de chacun des missionnaires à l' EMBRAPA

Jeudi 13 novembre : voyage Belém-Cayenne

Le cadre scientifique de la mission était de visiter la filière bois eco-certifiée au Para (Brésil) afin de constater les différences avec une exploitation traditionnelle en Guyane.
La mission a eu lieu du 10 au 13 novembre 2003 à Belém.

Visite de la société Jurua à Tailandia.

Accueil par Idacir Perrachi, propriétaire de la société. L'exploitation est eco-certifiée (type Foundation for Stewardship Certification) et était contrôlée ce jour même par un expert indépendant.

Le passage à une exploitation eco-certifiée :

L'entreprise a eu l'initiative du label FSC en 1999. Elle a obtenu ce label en avril 2001 étant donné que la procédure est assez longue. La fazenda *Santa Marta* couvre 16.000ha et la société vient d'acquérir une autre propriété de 25.000ha début 2002. La planification de production est réalisée annuellement avec des délimitations de parcelles de 100ha. Il y a 5% de la forêt qui ont été mis en réserve selon les normes FSC. Cette réserve est constituée des zones difficiles d'accès et de zones inondables.

Le passage à la certification a modifié toutes les composantes de gestion forestière pour l'entreprise. Il y a eu un « lavage cérébral » des méthodes d'exploitation de tous le personnel. Petit à petit le propriétaire a formé les ouvriers, le technicien (saisie de données d'inventaire) et les deux ingénieurs forestiers à ces nouvelles méthodes. Sa volonté est quand même largement inspirée par l'occupation d'une « niche économique » sur le marché de l'exportation (vers le Benelux essentiellement). 200 personnes travaillent dans l'entreprise dont 72 en forêt et 120 à la scierie. Il arrive à garder son personnel formé car les entreprises alentours n'offrent pas encore des conditions semblables de travail.

L'impact économique sur l'entreprise :

Les tarifs à la vente sont de 15 à 50% plus cher suivant les espèces. En contrepartie les coûts de production sont de 10 à 15% plus élevés qu'une exploitation conventionnelle classique. Les sur-coûts sont surtout dus à l'augmentation de la masse salariale (légalisation impliquant le paiement des taxes fédérales), de l'amélioration des conditions de travail (alphabétisation, sécurité), de l'investissement technique (ordinateur) et de l'embauche de deux ingénieurs forestiers. L'Etat intervient très peu dans cet investissement lié à l'eco-certification si ce n'est en baissant de 50% les taxes de transport ligneux (cela représente 2k€/an).

Après l'exploitation des 16.000ha prévue en 2005, il laissera la propriété en repos pour 35 ans (directive brésilienne) en surveillant qu'elle ne sera pas envahie. Il ira alors exploiter la propriété de 25.000ha récemment acquise et en 2018 il reviendra sur la première exploitation. Entre temps il effectuera le transfert du matériel et du personnel de propriété en propriété suivant l'exploitation. Il précise qu'à l'achat de la propriété celle-ci n'était pas intacte et qu'il y avait déjà eu un peu d'exploitation (cela a été confirmé sur le terrain) et que certaines zones étaient dédiées au pâturage.

La filière bois éco-certifiée :

Le campement

Nous sommes ensuite allés visiter l'exploitation de Santa-Marta (16.000ha). Le campement était très bien installé. 72 personnes travaillent dans cette exploitation. Une salle de classe a été installée pour l'alphabétisation des adultes, un local pour les visiteurs, ainsi qu'un stock de

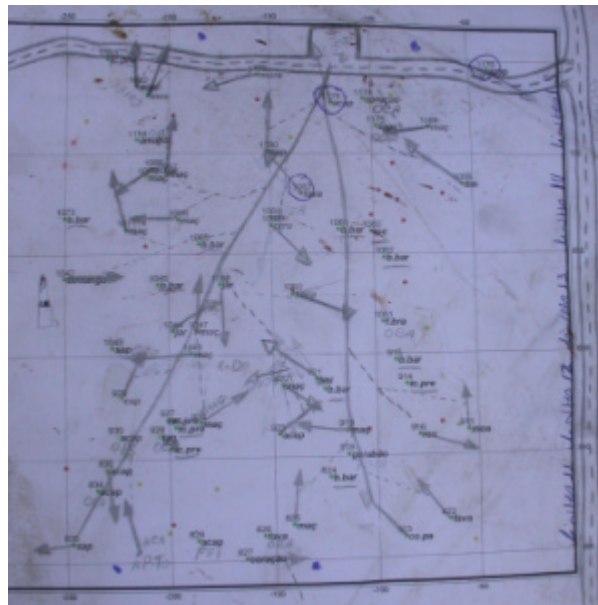
matériel de protection (casque, gants obligatoires). A l'entrée est affiché le temps écoulé depuis le dernier accident.

Organisation en forêt

La forêt est divisée en parcelles de production. Une piste principale (15m de large) longe les parcelles. De là des pistes secondaires entrent en forêt tous les 500m. A partir de ces pistes le réseau de pistes de débardage est créé en fonction de la localisation de la ressource dans l'unité. Nous avons visité l'unité de travail n°5 (environ 100ha).

L'inventaire

Pour les inventaires en plein (100%) il y a 5 prospecteurs : deux pour les distances en X et Y suivant les limites de la parcelle, deux qui prospectent proprement dit (catégorie des arbres, essences etc.) et un qui note. La direction d'abattage est alors décidée en fonction de la nature des troncs et de l'environnement immédiat. Ceci influencera la détermination du tracé de pistes de débardage pour faciliter le débuscage. Les pistes de débardage sont matérialisées par de la rubalise rouge. Les pistes de débuscage par de la rubalise blanche. Le plan d'exploitation est alors dressé sur un croquis et sur le terrain. Ci-dessous est présenté le plan de l'UT5 :



L'abattage

Lors de l'abattage (en saison sèche exclusivement) il est formellement interdit de faire des déviations sur les pistes secondaires ou de débardage. Il n'y a pas de racle au bulldozer sur les pistes de débardage. Les ouvriers doivent suivre les routes indiquées par les rubalises rouge ou blanche. Les bûcherons travaillent par équipe de deux et abattent 10 arbres chacun en moyenne par jour. Ils sont formés pour faire de l'abattage dans de bonnes conditions et pour limiter les dégâts sur les grumes et sur l'environnement. Une attention particulière est faite pour le tracé des pistes de débuscage mais aussi les lignes de fuite en cas d'accident.

Stockage et extraction

Des parcs à bois sont installés le long des pistes secondaires (tous les 250m) afin que les grumiers puissent venir chercher les arbres. Sur ces parcs à bois s'effectuent les purges. L'utilisation exclusive d'engins munis de pneus basse pression garantit le faible impact sur la compaction des pistes. En fin de campagne les talus latéraux seront arasés et remis sur la piste pour combler les nid-de-poule. A première vue les trouées d'abattage sont sensiblement de

même taille que dans une exploitation conventionnelle. En revanche, les différences très nettes entre l'exploitation conventionnelle (telle qu'elle est pratiquée en Guyane) et l'exploitation certifiée se situent au niveau :

- des dégâts sur les arbres dus à l'absence de planification des pistes ; - des perturbations du sol avec l'utilisation d'engins à lames (effets accentués avec la saison des pluies).

Contrôle qualité

Le contrôle de la qualité de travail est effectué par tirage au hasard d'un carré de 25mx25m dans une unité de production. Pour chaque bûcheron un carré est inspecté. On évalue alors dans ce carré les dégâts de coupe et la technique d'abattage. Afin d'améliorer la qualité, les bûcherons sont alors orientés vers des formations leur permettant de progresser et de limiter les impacts en forêt. La même chose est effectuée pour le débuscage au skidder. Ceci est une initiative locale mais pourrait être un développement futur d'un contrôle eco-certifié.

Chaque souche à un numéro correspondant à la grume. Ainsi des contrôles sont possibles sur l'ensemble de la filière bois. Dans l'absolu on peut remonter jusqu'à la souche en forêt à partir d'un numéro repéré sur un plancher.

Prix et production

La production de grumes est de 50.000m³ avec pour résultat 12.000m³ de sciage. L'intensité d'exploitation est de 15m³/ha (en Guyane c'est 6m³/ha). Le prix du bois sur le parc à bois est de 30/40 reals (14€ le m³). Ce qui est similaire au prix de Guyane (15€/m³ Angélique et 20€/m³ de bois précieux mais 7€/m³ pour les bois non commerciaux).

Vente

Tout est vendu à la compagnie de conditionnement et d'exportation El Dorado (Belém) qui appartient au groupe Lapeyre (St Gobain). L'exportation représente 50% de la production (sciage et déroulage). Les autres 50% ne sont pas eco-certifiés et restent sur le marché national (sud du Brésil pour une seconde transformation). Généralement ces bois sont achetés aux petits producteurs voisins de la propriété. Il y a aussi des ventes à l'Indonésie (Jatoba) où le bois subit une seconde transformation avant d'être ré-exporter vers l'Europe.

Visite de la société El Dorado (groupe Lapeyre) à Belém Accueil par Franck Creti directeur général de la société.

L'entreprise

La société El Dorado a été rachetée il y a 5 ans par le groupe Lapeyre afin de fournir du bois certifié pour la fabrication des volets, portes, planchers, escaliers et fenêtres en bois tropical. Cette démarche s'effectue suite aux pressions des ONG (Greenpeace) mais repose également sur la volonté de l'entreprise dans le but de pérenniser la ressource bois. L'entreprise a la volonté de se fournir en bois de plantation (Eucalyptus) ou en forêt eco-certifiée (Cikel et Jurua par exemple). Aujourd'hui la production est de 15% en bois eco-certifié et l'objectif est de passer à 25% en 2005. C'est la seule usine Lapeyre au Brésil. L'entreprise compte 280 personnes formées en interne. L'entreprise est équipée d'une cantine. Des cours d'alphabétisation sont assurés pour les ouvriers. Il y a aussi un bus de ramassage des ouvriers. Tout ceci procure une bonne entente avec les syndicats et les services de contrôle.

Considération économique et techniques

Le problème principal vient de la pérennité de la ressource. Il faut que pendant les 15 ans à venir la production de bois certifié soit constante. Pour cela il faudra que le Brésil résolve le problème du foncier. D'autre part l'entreprise commence une politique de diversité des espèces utilisées. En ce moment 2 bois sont travaillés et l'objectif est de passer à 10 essences. Dans ce cadre il y aurait la possibilité de mélanger les essences sur un même produit pour améliorer la diversité et mieux exploiter la ressource. Malheureusement cela pose un problème légal car pour l'instant l'habitude (WWF, Greenpeace) est de dire une essence pour un produit (typique des productions d'Asie ou d'Afrique). Ici en Amazonie il va falloir changer les mentalités. La production est surtout dédiée à une vitrine car au final le consommateur n'est pas intéressé à cause d'un sur-coût (10%) à l'achat.

Production

L'approvisionnement en bois eco-certifié actuel est de 30.000m³ de sciage par an. L'objectif est de passer à 25.000m³ avec une amélioration de la plus-value. Ceci en assemblant les portes, et les fenêtres sur place (la chaîne de travail est en cours d'élaboration). Les prix sont de 200€/m³ scié non certifié (680€/m³ scié en Guyane). 7% du prix sont dédiés au fret par bateau.

Il est aussi question de récupérer les chutes pour faire des madriers collés car 40% des déchets ne sont pas recyclés. 50% des sciures alimentent les chaudières pour le séchage des bois et la co-génération électrique.



Relations avec les services locaux

Le rôle de l'IBAMA dans la validité des plans de gestion favorise le développement du travail parallèle et illégal. En effet certains blocages de procédure favorisent des adaptations de la part des industriels. Il y a de vrais problèmes dans le contrôle des exploitations afin d'assainir la gestion et le respect des plans de gestion. De plus il y a un réel problème de la politique agricole nationale. La Guyane lui paraît beaucoup trop chère et trop compliquée vu de l'extérieur pour un industriel.

Exposé des activités à l'EMBRAPA en présence de 7 chercheurs.

Valéry Gond : Quelques applications de la télédétection en Guyane.

Lilian Blanc : Le site expérimental de Paracou : conséquences de traitements sylvicoles sur la dynamique forestière.

Florent Ingrassia : l'aménagement forestier en Guyane.

Dicussion à bâtons rompus autour de ces trois sujets.

Les chercheurs brésiliens semblent un peu perdus dans le paysage de la recherche guyanaise (Silvolab, UMR Ecofog, Institututions de recherche). Une de leurs questions était de savoir à quel niveau institutionnel les collaborations peuvent s' établir.